

**AGENCE DE ROISSY//ROISSY DIVISION**

PHILIPPE FAUVEDER ET CIE  
69 rue de la Belle Etoile  
Bât A- BP16426  
95700 Roissy En France.  
Tel : 01 78 78 90 40  
Fax : 01 78 78 90 49

**STARLIGHT AIRLINE**

Erbil, Dream City Villa No. 1176 Kurdistan  
44001 ERBIL  
IRAQ

**INVOICE N° X15A03056**  
**FILE N° X5A10390**  
**Date : 09/03/2023**

VAT number :  
Customer Code : CSTARLIGHT

<b>MAWB:</b> 615 38546141	<b>AOD:</b> CH. DE GAULLE	<b>AOA:ERBIL:</b>
<b>HAWB:</b> 38546141	<b>Job Number:</b>	

1 parcel - Gross weight : 362 Kgs - Chargeable Weight : 695,5 kgs  
Shipper: MILTON ROY EUROPE  
Consignee: ALUSOOL ENGINEERING SERVICES CO. LTD

Charge description	VAT	Qty	Unit Price	Rate	Amount
PICK UP		1	195,00 EUR	1,000	195,00 EUR
AIRPORT HANDLING		362	0,12 EUR	1,000	43,44 EUR
AWB FEES		1	53,00 EUR	1,000	53,00 EUR
ECS		1	6,00 EUR	1,000	6,00 EUR
SECURITY FEES NOT XRAY		362	0,14 EUR	1,000	50,68 EUR
EXPORT CUSTOMS		1	45,00 EUR	1,000	45,00 EUR
PROFIT SHARE		1	25,00 EUR	1,000	25,00 EUR
AIR FREIGHT		695,5	2,85 EUR	1,000	1 982,18 EUR
MYC		695,5	0,20 EUR	1,000	139,10 EUR
AMS		1	15,00 EUR	1,000	15,00 EUR

VAT paid on invoices/ VAT excluded by reference of Art 262I of the CGI  
(General French Tax Code)

**Non taxableTotal:** 2 554,40 EUR  
**Taxable Total:** 0,00 EUR  
**VAT Total:** 0,00 EUR

**Total Amount: 2 554,40 EUR**

Remittance by wire transfer - Due date 08/04/2023  
CIC - Compte EUR  
RIB : 30047 14122 00068881501 57  
IBAN : FR76 3004 7141 2200 0688 8150 157  
BIC : CMCIFRPP

Thank you for sending your payment to:  
PHILIPPE FAUVEDER ET CIE.  
BAT E - BP 23  
44550 MONTOIR DE BRETAGNE

Any late payment shall automatically result, on the day following the settlement date shown in the invoice, in the payability of late payment interests in an amount equal to the interest rate applied by the European Central Bank (ECB) to its latest refinancing transaction increased by ten percentage points and set according to the terms set in article L446-1 of French Business Code as well as a fixed compensation amount for collection costs in an amount of EUR 40. Invoice is payable without discount.



MONTOIR • NANTES • LE HAVRE • ROUEN • MARSEILLE-FOS • ROISSY CDG • BREST • BORDEAUX • LYON



THE REEFER SOLUTION®  
"La solution frigo" ❄️❄️❄️

SIÈGE SOCIAL - ZAC de Cadréan - Centre d'Affaires ICARE - BAT. E - B.P. 23 - 44550 MONTOIR DE BRETAGNE  
Tél. + 33 (0)2 40 90 06 00 - Fax + 33 (0)2 40 90 00 20 - E.mail: info@fauveder.com  
SA Philippe Fauveder & Cie au capital de 1 098 348 € - R.C. Saint-Nazaire 339644221 - Code APE 5229 B - Siret 339644221 00162 - N° d'identification fiscale: FR 55339644221

Commissionnaire en douanes  
agréé N° A4371

## ARTICLE 1 - OBJET ET DOMAINE D'APPLICATION

Les présentes conditions générales ont pour objet de régir les relations contractuelles entre l'Opérateur de Transport et/ou de Logistique. Ce terme désigne les transporteurs, les courriers, les transitaires, les représentants en douane enregistrés, les entrepositaires, les manutentionnaires à-côté dénommés l'O.T.L. au titre de tout engagement ou opération quelconque en physique, par tout mode de transport, et/ou la gestion physique ou juridique de stocks et d'emballage ou non, de toute provenance et pour toute destination et/ou en lien avec des informations matérialisées ou dématérialisées.

Les définitions des termes et notions utilisés dans les présentes conditions générales s'appliquent aux contrats types, quand il en existe, en vigueur en France. Les « Parties » visent à la fois l'ARTICLE 2 - PRIX DES PRESTATIONS

## ARTICLE 2 - PRIX DES PRESTATIONS

2.1 - Les prix sont calculés sur la base des informations fournies par le donneur d'ordre : nature, poids et volume de la marchandise à transporter, lieu d'origine et de destination, prestations à effectuer, de la nature, du poids et du volume de la marchandise à transporter, et du type de véhicule à emprunter.

Les cotations sont établies en fonction du taux des devises et du prix du produit énergétique ou des cotations sont données. Elles sont également fonction des conditions et tarifs d'achat, règlements et conventions internationales en vigueur. Si un ou plusieurs de ces éléments du produit énergétique de propulsion, se trouvaient modifiés après la remise de la cotation, y compris de l'O.T.L., de façon opposable à ce dernier, et sur la preuve rapportée par celui-ci, les cotations seraient modifiées dans les mêmes conditions. Il en serait de même en cas d'événement entraînant notamment une modification de l'un des éléments de la prestation.

**2.2-** Les prix ne comprennent pas les droits, taxes, redevances et impôts dus en application notamment fiscale ou douanière.

**2.3 - Les prix initialement convenus sont renégociés au moins une fois par an.**

### ARTICLE 3 - ASSURANCE DES MARCHANDISES

**3.1 - Il appartient au donneur d'ordre de s'assurer pour être intégralement indemnisé en cas de sinistre, des limitations de responsabilité légales ou conventionnelles applicables.**

**3.2- Aucune assurance des marchandises n'est souscrite par l'O.T.L. sans ordre écrit du client, précisant les risques à couvrir et les valeurs à garantir.**

Intervenient dans ce cas précis comme mandataire, l'O.T.L. ne peut en aucun cas être co-  
Si tel un tel ordre est donné, l'O.T.L., agissant pour le compte du donneur d'ordre, contracte une  
compagnie d'assurance notoirement solvable au moment de la couverture. A défaut de solvabilité,  
risques ordinaires seront assurés. L'O.T.L. doit indiquer le nom de la compagnie d'assurance  
transmettre à sa demande l'attestation d'assurance.

## ARTICLE 4 - EXECUTION DES PRESTATIONS

**4.1 - Les dates de départ et d'arrivée des marchandises et/ou les dates annoncées de réconnexes, qu'elles soient ou non liées aux flux physiques, éventuellement communiquées données à titre purement indicatif et ne peuvent en aucun cas engager sa responsabilité que garant.**

**4.2 -** Le donneur d'ordre est tenu de donner en temps utile les instructions, informations et précis à l'O.T.L. pour l'exécution des prestations de transport et des prestations accessoires et prestations logistiques.

**4.3 - L'O.T.L. n'a pas à vérifier les documents fournis par le donneur d'ordre.**

4.4 - L'O.T.L. qui engage des frais dans l'intérêt de la marchandise, pour prévenir ou limiter les détentions et toutes les avances de frais qui étaient inconnues au moment de la cotation par le donneur d'ordre. En cas d'absence de réception de la marchandise par le destinataire, ce soit, les frais en résultant, directement et/ou indirectement, devront être intégralement indemnisés.

## ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DU DONNEUR D'ORDRE

**5.1 - EMBALLAGE :** Le donneur d'ordre répond seul du choix du conditionnement et doit fournir des emballages, emballés, marqués ou contre-marqués, en conformité des règles du mode de transport utilisé et de façon à supporter un transport et/ou une opération de stockage exécutés dans les conditions normales, ainsi que les manutentions successives qui interviennent nécessairement pendant ces opérations. Elle ne doit pas constituer une cause de danger pour les personnels du service de l'environnement, la sécurité des engins de transport, les autres marchandises transportées par les véhicules ou les tiers.

**5.2 - ÉTIQUETAGE :** Sur chaque colis, objet ou support de charge, un étiquetage clair doit permettre une identification immédiate et sans équivoque de l'expéditeur, du destinataire et de la nature de la marchandise.

L'étiquetage doit satisfaire à toute réglementation applicable notamment celle relative aux produits dangereux.

**5.3 - PLOMBAGE :** Les camions, les semi-remorques, les caisses mobiles, les conteneurs, après les opérations de chargement terminées, sont plombés par le chargeur lui-même ou par son représentant.

**5.4 - ARRIMAGE/CALAGE/SAISSAGE :** Lorsque l'empotage de la marchandise est effectué, lorsque le chargement est effectué sur un engin de transport sous la responsabilité du docteur, le calage et le saissage doivent être effectués conformément aux règles de l'art de façon sécurisée et, notamment, les différentes ruptures de charges.

**5.5-RESPONSABILITE :** Le donneur d'ordre répond de toutes les conséquences d'une a d'une défectuosité ou d'une inadaptation du conditionnement, de l'emballage, du marqu l'arrimage, du saisissage et du calage de la marchandise.

## 5.6 - OBLIGATIONS D'INFORMATIONS

**5.6.1 -** Le donneur d'ordre répond de toutes les conséquences d'un manquement à l'obligation de déclaration sur la nature très exacte et la spécificité de la marchandise. Cette obligation de déclaration s'applique à toutes les marchandises, quelle que soit leur destination, et/ou les conditions de transport, de sa dangerosité ou de sa fragilité.

**5.6.2**- Cette obligation d'information s'applique également à la déclaration de la masse b conformément à la Convention SOLAS. Par ailleurs, le donneur d'ordre s'engage express l'O.T.L. et/ou ses substitués des marchandises illicites, prohibées, soumises à une ir circulation et/ou impliquant le transport de passagers clandestins.

Le donneur d'ordre supporte seul, sans recours contre l'O.T.L., toutes les conséquences des documents falsifiés, erronés, incomplets, inapplicables ou fournis tardivement, en ce qui concerne la transmission de toute déclaration exigée par la réglementation douanière relative aux transports de marchandises en provenance ou à destination de pays tiers. Ces exigences s'appliquent quel qu'en soit le support matériel ou électronique. Elles concernent également les communications de toutes sortes fournies par le donneur d'ordre pour exécuter la prestation convenue.

**5.7 - RESERVES :** En cas de perte, d'avarie ou de tout autre dommage subi par la marchandise, il appartient au destinataire ou au réceptionnaire de procéder aux constatations régulières des réserves précises et motivées dans les délais légaux et, en général, d'effectuer la conservation des recours. Il incombe aux intérêts marchandise de confirmer lesdites réserves.

**5.8 - FORMALITES DOUANIERES, SANITAIRES, FISCALES ET/OU EN MATIERE**

**INDIRECTES ET CONFORMITE AUX REGLES DE CONTROLE DES EXPORTATIONS**  
 Quelles que soient les modalités d'exercice des prestations commandées par le donneur  
 nom et pour le compte du donneur d'ordre les formalités douanières et tous les actes y affé-  
 rants physiques et/ou opérations documentaires des marchandises, dans le cadre des  
 prestations, conformément à l'article 18 du Code des douanes de l'Union et cela, même en l'absence

Le donneur d'ordre garantit que toutes les parties intervenantes dans les opérations commerciales et financières sont autorisées par les autorités compétentes et qu'elles sont conformes aux réglementations en matière de douane et contrôle des exportations et importations.

Le donneur d'ordre est tenu de fournir dans les meilleurs délais à l'O.T.L. toutes les données nécessaires à l'exécution des prestations, notamment, et sans que cette liste soit limitative, les renseignements relatifs au choix du régime douanier, à l'origine douanière, la valeur en douane, les marchandises ainsi que tout document de suivi ou requis au titre d'un règlementation douanière, commerciale, fiscale, douanière ou pluri-sectorielle.

S'agissant des prestations de stockage réalisées par l'O.T.L., le donneur d'ordre est tenu de fournir les informations et documents nécessaires à l'établissement de l'origine, la nature, la propriété des marchandises stockées pour son compte par l'O.T.L., que celui-ci pourra être amené à administrer fiscale sur simple demande de cette dernière. Le donneur d'ordre reste tenu de fournir les informations et documents nécessaires au contrôle des exportations et importations.

Le donneur d'ordre garantit l'exactitude de toutes les informations et documents communiqués, exhaustifs, valides et authentiques.

Le donneur d'ordre reste responsable des opérations douanaires, sanitaires, fiscales ou indirectes qui soit faites en son nom et pour son compte. Il est l'unique débiteur de la dette. Par ailleurs, le donneur d'ordre garantit le représentant en douane de toutes les conséquences de sa négligence et/ou d'instructions et/ou d'informations et/ou de documents erronés, fournis tardivement entraînant d'une façon générale une liquidation de droits et/ou amendes, pénalités, intérêts de retard, surcoûts émis par l'administration concernée ou la saisie des marchandises par l'administration concernée, sans que cette liste soit limitative.

**5.9-LIVRAISON CONTRE REMBOURSEMENT :** La stipulation d'une livraison contre r  
déclaration de valeur et ne modifie donc pas les règles d'indemnisation pour pertes et  
définies par la loi et par les présentes conditions générales.

**ARTICLE 6 - RESPONSABILITE**  
**En cas de préjudice prouvé, direct et prévisible, imputable à l'O.T.L., celui-ci n'est tenu des intérêts qui pouvaient être prévus lors de la conclusion du contrat et qui ne comprennent pas la suite immédiate et directe de l'inexécution au sens des articles 1231-3 et 1231-4 du Code de Commerce. Ces dommages et intérêts ne peuvent en aucun cas excéder les montants stipulés dans les conditions générales.**

**6.1 - RESPONSABILITE DU FAIT DES SUBSTITUES :** La responsabilité de l'O.T.L. est liée à la responsabilité des substitues (transporteur, manutentionnaire, transitaire, commissionnaire, représentant intermédiaire, entrepositaire ou tout autre prestataire pour lequel il doit une garantie) dans laquelle lui est confiée. Quand les limites d'indemnisation des substitues ne sont pas connues, elles résultent pas de dispositions impératives légales ou réglementaires, elles sont réputées relatives à la responsabilité personnelle de l'O.T.L.

**6.2 - RESPONSABILITE PERSONNELLE DE L'O.T.L. :** Hormis le cas où l'O.T.L. agit comme transporteur, soumis aux limitations des contrats types applicables en transport national et à l'étranger, l'O.T.L. est tenu, en vertu de la loi du 19 mai 1956 dite « CMR » en transport international, en cas de pertes ou avaries, à indemniser le client. La responsabilité de l'O.T.L. est strictement limitée à 20€ par kilogramme de poids brut de marchandises marquées.